

Article

« L'insignifiance des "données" : bref essai contre la stigmatisation positiviste »

Paul Bernard

Sociologie et sociétés, vol. 14, n° 1, 1982, p. 65-82.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/006767ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

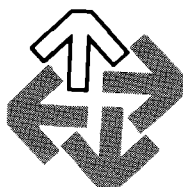
Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

L'insignifiance des « données »

Bref essai contre la stigmatisation positiviste



PAUL BERNARD

J'envie ceux qui sauront davantage, mais je sais qu'ils auront tout comme moi à mesurer, peser, déduire et se méfier des déductions produites, faire dans le faux la part du vrai et tenir compte dans le vrai de l'éternelle admixtion du faux.

MARGUERITE YOURCENAR, *l'Œuvre au noir*

Faut-il abandonner les chiffres aux positivistes, au risque qu'ils convainquent de moins prévenus que nous? Ou à tout le moins, la formalisation mathématique ne peut-elle accomplir, en sociologie, qu'un travail de bas étage, une description que devraient transcender des approches se donnant soit comme qualitative, soit comme critique? Ces approches offrent-elles un supplément d'âme, en regard d'une quantification irrémédiablement vouée à l'empiricisme?

Je répondrai par la négative à chacune de ces questions. Je devrai pour ce faire évoquer des philosophes, énoncer les règles épistémologiques que j'ai dû retrouver chez eux pour fonder ma pratique. En même temps, je ne fais pas métier de fonder la connaissance mais bien plutôt de la produire, avec les autres et à l'encontre des autres, d'une façon scientifique. J'appuierai donc ma discussion sur du matériel concret tiré de mon champ de travail, la stratification et la mobilité sociales. Exemple privilégié, en quelque sorte, que ces questions d'inégalité sociale, car à la fois elles sont fondamentales, traversant tous les champs et toutes les problématiques sociologiques, et elles sont

l'objet, depuis trente ans, d'un travail méthodologique impressionnant non seulement par son volume, mais aussi et surtout par sa diversité et son caractère critique.

De l'examen de cette littérature ne pourra découler, me semble-t-il, que le constat qui m'a fourni mon titre : l'insignifiance des « données ». De « données », il n'y a point ; les résultats de toute recherche, et de toute étape de celle-ci, sont bien plutôt des produits, et on aimerait les appeler des faits si, s'agissant de connaissance, ce mot n'avait distendu son rapport avec le verbe faire. Bien sûr ces produits portent, eux, une signification, sans quoi non seulement l'explication scientifique, mais aussi toute entreprise de connaissance serait vouée d'avance à l'échec. Cette signification n'est cependant rien moins que donnée. Si on doit postuler que le réel possède une capacité de résister à nos conceptions et à nos idées, de nous forcer à les reprendre et à les affiner, en même temps, nous n'appréhendons ce réel qu'au moyen de telles conceptions, à travers des lunettes conceptuelles.

Bachelard a, sur ce paradoxe, des phrases qui imposent au philosophe la réalité de la science, en même temps qu'à l'scientifique la nécessité de la philosophie :

Pour le savant, l'Être n'est saisi en un bloc ni par l'expérience ni par la raison. Il faut donc que l'épistémologie rende compte de la synthèse plus ou moins mobile de la raison et de l'expérience, quand bien même cette synthèse se présenterait philosophiquement comme un problème désespéré¹.

Fermant la porte à l'improvisation, que recouvre trop souvent l'expression recherche exploratoire, aussi bien qu'à l'illusion positiviste, il ajoute :

On *démontre* le réel, on ne le *montre* pas. [...] L'objectivité ne peut se détacher des caractères sociaux de la preuve. On ne peut arriver à l'objectivité qu'en exposant d'une manière discursive et détaillée une méthode d'objectivation².

C'est ce travail d'objectivation, de rapprochement par distanciation, de conquête d'une vérité nouvelle « malgré l'évidence », comme le dit encore Bachelard, que je montrerai en œuvre, au moyen de quelques exemples, dans le champ de la stratification et à la mobilité sociales. Je veux auparavant, toutefois, discuter l'opinion de quelques auteurs qui ne partagent ostensiblement pas mon point de vue sur les méthodes quantitatives, distinguer des expressions qui sont souvent confondues, en particulier science et positivisme, définir, enfin, quelques règles épistémologiques qui incarnent la démarche d'objectivation.

UNE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE NE PEUT ÊTRE QUE CRITIQUE

Nicole Laurin-Frenette, légitimant dans les premières pages de son essai sur l'État le sens de sa démarche, déclare sans autre forme de procès :

La prétention scientifique de la sociologie est un leurre politique et les plus brillantes élucubrations de la moderne épistémologie des sciences humaines ne parviennent pas à la tirer de cette situation³.

La cause lui semble entendue en ce qui concerne le fonctionnalisme, et ne mérite que trois ou quatre pages dans le cas de ceux qu'une lecture scientifique de Marx a conduits au dogmatisme. Alors, que faire ?

Selon nous, la sociologie devrait être envisagée essentiellement comme une démarche critique. [...] Toute pratique du social est connaissance du social et cette connaissance peut constituer une réflexion sur elle-même et un renouvellement de

1. Gaston Bachelard, *le Nouvel Esprit scientifique*, Paris P.U.F., « Nouvelle Encyclopédie philosophique », 1960, p. 16.

2. *Ibid.*, p. 11 et 12 (soulignés par moi).

3. Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978, p. 14.

sa pratique. La sociologie serait une part de cette interrogation et de cette transformation, à condition d'exorciser certains fantasmes épistémologiques qui opposent la science à l'idéologie comme le bien au mal. Le piège dont le sociologue doit se défier, c'est le pouvoir sous toutes ses formes et non pas l'idéologie⁴.

Nul ne doute, bien sûr, que la science puisse servir, et serve en fait, de prétexte pour entraver la pensée, repousser les idées nouvelles, enrayer la démarche critique. Les sciences humaines n'ont pas à cet égard le monopole, et je revois encore, dans les pages du journal de Tintin d'il y a trente ans, des images de la farouche énergie déployée par un Pasteur pour vaincre les résistances intéressées des scientifiques d'alors. Soulignons cependant que contrairement aux sciences de la nature, la connaissance du social et sa représentation sont un enjeu immédiat et perpétuel des luttes de pouvoir qui se déroulent dans ce social.

Faut-il pour autant s'avouer idéologue? Oui et non. Le trop rare exorcisme qu'opérait, il y a quinze ans, Alfred Dubuc, en énonçant ses propres positions politiques au début de son cours d'histoire économique, est certes utile. Mais il ne suffit pas. D'abord parce que justement le pouvoir fonctionne surtout à l'idéologie dans nos sociétés avancées, comme le disait Althusser. S'avouer idéologue et s'en tenir là, n'est-ce pas renoncer à chercher une méthode du point de vue de laquelle il serait possible non seulement de s'opposer au pouvoir, mais aussi de l'analyser, de le décortiquer, de l'exposer? Même une contre-idéologie, délibérément constituée comme telle, ne suffit pas à fonder une telle méthode. L'opposition parlementaire, par exemple, fait profession d'une démarche critique, et pourtant jamais ne se perçoit (et surtout ne voudrait être vue) comme pratiquant la sociologie.

Je pense pour ma part que ce qui doit fonder la démarche critique en sociologie, la distinguer du simple débat d'opinions, ce sont les règles de la science, en même temps que ce qui justifie la démarche scientifique, c'est son ouverture, ou à tout le moins l'impossibilité de sa fermeture à l'attitude critique.

C'est précisément ce qu'entend John Ziman⁵ quand il définit la science non pas par ses résultats ou ses méthodes, qui n'en finissent pas de changer, mais par son caractère de *connaissance publique* : malgré le poids des mécanismes de pouvoir, le débat n'y est jamais clos, un chercheur ne peut jamais refuser de rendre compte des moyens par lesquels il s'est convaincu d'une proposition. L'agacement des parents face à l'interminable série de pourquoi de leurs enfants n'a pas ici sa place. Dans la « communauté » scientifique, des carrières se construisent au moyen d'énoncés originaux, au moins potentiellement critiques, de sorte que nul n'est pour longtemps à l'abri de la controverse.

Je voudrais d'abord traiter de cette question sur le plan des principes. Car s'il est clair, surtout depuis la popularisation des travaux de Thomas Kuhn sur les révolutions scientifiques, que le travail de production de connaissances est profondément influencé par des variables d'ordre psychologique et sociologique, il ne faut pas pour autant laisser celles-ci prendre toute la place et évacuer la réflexion proprement épistémologique. Quelles sont donc les règles de méthode qui font que l'on sait qu'on sait, du moins provisoirement?

À ce plan, on peut partir de ce que Paul Feyerabend n'hésite pas à appeler la *découverte* de Popper, à savoir que la science se construit par la discussion critique de vues opposées⁶ : le *justificationnisme*, avec son programme de recherche de vérités éprouvées, est ainsi mis en déroute, au profit du *falsificationnisme*, qui consiste à spécifier à l'avance les conditions auxquelles, en cas d'échec, celui qui propose une théorie serait prêt à l'abandonner. En première approximation, on peut dire qu'il s'agit de tra-

4. *Ibid.*, p. 18.

5. John Ziman, *Public Knowledge*, London, Cambridge University Press, 1967.

6. Paul Feyerabend, « Consolations for the Specialist », dans *Criticism and the Growth of Knowledge*, Imre Lakatos et Alan Musgrave (édit.), London, Cambridge University Press, 1970, p. 211.

vailler au moyen du paradoxe de vérité, suivant lequel on peut prouver qu'une proposition est fautive, puisqu'il suffit de trouver un seul contre-exemple, mais il est impossible de démontrer qu'elle est vraie, faute de pouvoir passer en revue l'ensemble des applications susceptibles de fournir un contre-exemple.

Arthur Stinchcombe a formalisé, pour la sociologie, l'usage que l'on peut faire de ce principe de découverte⁷. La démarche scientifique consiste selon lui à élaborer des propositions théoriques, à relier celles-ci à des propositions empiriques, et à utiliser ces dernières pour mettre à l'épreuve et corriger les propositions théoriques. Une proposition théorique énonce qu'une certaine classe de phénomènes est reliée d'une certaine façon à une autre classe de phénomènes. Une proposition empirique, pour sa part, stipule que si telle ou telle observation est faite, elle aura tel ou tel résultat. Le passage entre les deux types de propositions consiste à spécifier le sens des concepts (aussi bien les classes de phénomènes que les relations) en termes d'observations. Cette dérivation logique n'est évidemment possible que si concepts et procédures d'observation sont définis de façon précise.

Supposons donc, nous dit Stinchcombe, que nous sommes munis d'une proposition théorique et d'une proposition empirique qui en découle. Si cette prédiction se révèle vraie, le paradoxe de vérité nous empêche de considérer la proposition théorique comme prouvée. Et cependant, il semble que quelque chose s'est produit, qu'un progrès dans la connaissance a été accompli. Cette intuition est juste. À son fondement se trouve la présence, dans le champ étudié, d'une pluralité de propositions théoriques, dont certaines sont en accord avec la proposition empirique tandis que d'autres prédisent un résultat opposé. À cause des premières, qui rendent également compte du fait sous étude, la proposition théorique de départ demeure incertaine; mais celle-ci gagne en crédibilité à cause de l'élimination des secondes. En d'autres termes, le paradoxe de vérité permet d'éliminer une partie, sinon l'ensemble, des explications concurrentes de la proposition théorique initiale.

Plus sont nombreuses les prédictions empiriques qui mettent à l'épreuve, avec succès, une proposition théorique, et surtout plus elles sont diversifiées, plus s'accroît la vraisemblance de celle-ci. En effet, le nombre de propositions théoriques concurrentes éliminées va croissant, et le nombre d'entre elles qui demeurent capables de rendre compte du large univers de propositions empiriques vérifiées est de plus en plus restreint.

Mais ce n'est pas là encore l'aboutissement de l'épreuve scientifique. Pour y atteindre, il faut pousser plus loin le travail théorique, afin d'identifier les propositions théoriques concurrentes les plus sérieuses; leur renversement, en effet, apporterait à notre proposition de départ un niveau de crédibilité essentiel. À ces fins, il faut construire un ou quelques tests cruciaux, où les propositions théoriques principales conduisent à des propositions empiriques opposées, de sorte que la défaite des unes rejaillisse sur la crédibilité de l'autre.

Présentée en ces termes, il est clair que l'activité scientifique ne peut être que critique, qu'il s'agisse de la confrontation d'hypothèses soutenues par différents chercheurs ou du débat intérieur que constitue la réflexion de chacun d'entre eux. Je ne peux cependant m'arrêter à cette formulation qui, comme nous le verrons, est juste dans son ensemble, mais laisse trop de problèmes épistémologiques en suspens.

LES COMPLEXITÉS DU FALSIFICATIONNISME

Au premier chef de ces problèmes épistémologiques, il y a le fait, bien démontré par Imre Lakatos⁸, que le paradoxe de vérité n'est pas lui-même vrai. En effet, les résul-

7. Arthur L. Stinchcombe, *Constructing Social Theories*, New York, Harcourt Brace and World, 1968, chap. 2, «The Logic of Scientific Inference».

8. La discussion que l'on retrouvera ici du falsificationnisme reprend largement la réflexion de cet auteur. Voir Imre Lakatos, «Falsification and the Methodology of Scientific Research Programmes», dans Imre Lakatos et Alan Musgrave, *op. cit.*, p. 91-196.

tats négatifs d'une mise à l'épreuve sont loin de conduire univoquement à l'abandon de la proposition théorique qui en fait l'objet; tout au contraire, il est possible d'invoquer, pour expliquer cet échec, des *hypothèses auxiliaires* mettant en cause soit la justesse de la dérivation logique reliant concepts et observations, soit, plus aisément encore, l'action de facteurs non prévus dans la proposition initiale⁹. En d'autres termes, les propositions scientifiques incluent une clause *ceteris paribus*, et quand il y a réfutation, c'est cette clause et la proposition tout ensemble qui sont infirmées; il est donc possible de mettre cette dernière à l'abri des critiques et de relancer l'enquête dans une direction moins périlleuse.

Il ne s'agit là que d'une des formes de l'objection qu'apporte Lakatos à ce qu'il appelle le falsificationnisme naturaliste. Il en est deux autres. D'abord, il n'y a pas de frontière naturelle entre propositions théoriques et propositions empiriques, puisque les observations qui produisent ces dernières sont elles-mêmes, selon l'expression de Bachelard, des « théories matérialisées », dont il « sort des phénomènes qui portent de toutes parts la marque théorique »¹⁰. En d'autres termes, on se trouve constamment en situation de double (au moins) test d'hypothèses : la proposition théorique sous étude (relative, par exemple, à la mécanique céleste) est évaluée en même temps que la ou les propositions théoriques sur lesquelles repose l'instrument de recherche employé pour vérifier les propositions empiriques (les lois de l'optique, dans le cas du télescope). D'autre part, des propositions ne peuvent être déduites qu'à partir d'autres propositions, et non pas de faits, de sorte qu'un conflit entre propositions théorique et empirique ne constitue pas une falsification, mais plutôt une indication d'incompatibilité.

La solution peut-elle consister en un falsificationnisme méthodologique, en vertu duquel les scientifiques fixent plus ou moins par convention ce qui, dans une épreuve, est considéré comme problématique et ce qui est pris pour acquis (du moins provisoirement), parce que reposant sur les théories les mieux corroborées? Il y aurait moyen, selon Lakatos, de réduire la part de convention, et donc d'arbitraire, de ce falsificationnisme en lui préférant une version différente, plus raffinée.

Pour cela il faut tenir compte de deux caractéristiques concrètes du travail scientifique : d'une part, il n'oppose pas deux adversaires, la théorie et l'observation, mais au moins trois, puisque des théories rivales sont en général en présence; d'autre part, les expériences les plus intéressantes ne conduisent pas le plus souvent, et il faut s'en réjouir, à une falsification, mais à une confirmation. On peut à partir de là reformuler les canons épistémologiques comme suit :

[...] une théorie scientifique T est falsifiée si et seulement si une autre théorie T' a été proposée qui a les caractéristiques suivantes: (1) T' a un surcroît de contenu empirique par rapport à T, c'est-à-dire qu'elle prédit des faits nouveaux, des faits improbables ou même impossibles à la lumière de la théorie T; (2) T' explique le succès antérieur de T, c'est-à-dire que l'ensemble du contenu non-réfuté de T est inclus (sous réserve des erreurs d'observation) dans le contenu de T'; et (3) une partie du surcroît de contenu de T' est corroborée¹¹.

Ce critère épistémologique donne forme et statut à la résistance séculaire des scientifiques aux explications *ad hoc*, aux tours de passe-passe linguistiques, puisque ceux-ci ne marquent justement aucun progrès par rapport à la situation antérieure. Au lieu d'être aux prises avec cette confusion, l'explication scientifique devient historique : la falsification ne peut venir que du remplacement d'une théorie par une autre, plus puissante. Voilà qui jette un éclairage nouveau sur les changements paradigmatiques étudiés par Kuhn, qui explique pourquoi des myriades d'anomalies n'ont aucun poids en l'absence d'un

9. Les philosophes des sciences sont rarement désopilants, mais tel est bien le cas de Lakatos quand il illustre cette notion d'hypothèse auxiliaire au moyen de la fable de la petite planète «p», qui ne suivait pas l'orbite à elle assignée par M. Newton. Voir Lakatos, *op. cit.*, p. 100-101.

10. Gaston Bachelard, *op. cit.*, p. 12.

11. Imre Lakatos, *op. cit.*, p. 116 (ma traduction).

principe organisateur, d'une théorie nouvelle et progressive. C'est ce progressisme qui donne sens à la science, même si celle-ci ressemble à une « *bootstrap operation* », à une tentative de se soulever par les cordons de ses propres bottines.

Revenons brièvement sur le schéma proposé par Stinchcombe. Même si on semble à tout moment y utiliser le paradoxe de vérité comme levier, la mise en cause de celui-ci ne rend pas cette approche caduque¹². En effet, Stinchcombe propose au bout du compte une façon de procéder qui ressemble fort à celle de Lakatos : au moyen d'un travail théorique, l'univers des propositions explicatives possibles pour un phénomène donné est restreint aux plus plausibles d'entre elles, et l'une de celles-ci ne peut s'imposer, au moyen d'un test crucial, qu'en expliquant plus que les autres, y compris ce que ces autres expliquent déjà. On pourrait, ici encore, citer Bachelard quand il affirme que le vecteur épistémologique va du rationnel au réel, et non l'inverse¹³ : la proposition qui, pour un temps, est admise ne doit qu'en seconde analyse cette position à une confrontation aux faits ; son titre lui vient principalement de sa primauté dans l'ordre des théories, et donc de ses rapports logiques avec d'autres propositions.

SOCIOLOGIE POSITIVE ET SOCIOLOGIE CRITIQUE

On s'étonnera peut-être que je n'aie pas cité jusqu'ici l'un des ouvrages les plus connus de l'épistémologie des sciences humaines, *Le métier de sociologue* de Bourdieu, Chamboredon et Passeron¹⁴. Il y a à cela deux raisons. D'abord, la présentation que j'ai faite jusqu'ici d'une épistémologie assez semblable à celle de ces auteurs, mais sans référence explicite aux sciences humaines, marque encore mon opposition à une dissociation entre sociologie et approche scientifique. Il n'y a pas, comme le sous-entendait Nicole Laurin-Frenette, démarche scientifique d'une part, convenant aux réalités naturelles, et démarche critique de l'autre, adaptée à la connaissance de l'humain et du social. S'il est vrai que ce dernier matériel est plus réactif et plus complexe¹⁵, le statut même de la connaissance est, nous l'avons vu, aussi précaire dans une situation que dans l'autre, et la démarche doit être dans les deux cas scientifique, c'est-à-dire critique.

Bien sûr, cette démarche est plus complexe dans les sciences humaines : le monde physique, lui, ne s'acharne pas à brouiller ses propres pistes, alors que le monde social ne peut fonctionner qu'en imposant un discours sur lui-même, auquel les efforts des chercheurs sont en butte. La tâche de rupture d'avec le savoir immédiat, qui doit précéder la construction de l'objet et sa mesure, est donc dans ce cas particulièrement ardue, comme le soulignent Bourdieu, Chamboredon et Passeron. Mais mon objectif n'est pas de discuter ici en principe des meilleurs moyens pour arriver à ces fins. Je veux plutôt porter jugement, pour un champ donné de la connaissance sociologique, sur le succès de l'entreprise, en confrontant ses résultats à des critères épistémologiques généraux. Ma visée n'est pas un programme, mais un bilan au moins partiel.

Encore faut-il, pour faire ce bilan, établir des critères. Doit-on, dans une démarche scientifique en sociologie, consentir à se donner les objectifs modestes que suggère Marcel Rioux quand il dit :

Si, pour la science positive, il s'agit de *décrire* la réalité sociale, quelle qu'elle soit, en mettant à jour des récurrences de phénomènes et des liaisons entre les phénomènes sociaux et pour les sciences dites herméneutiques de *comprendre* l'enchaînement des significations que les hommes créent, dans un but pratique ou

12. Notons que Stinchcombe soulève cette question des hypothèses auxiliaires, même s'il ne s'en sert pas, comme je le fais, pour montrer la nécessité du travail théorique et des tests cruciaux qu'il propose par ailleurs. Voir *op. cit.*, p. 17-18.

13. Gaston Bachelard, *op. cit.*, p. 4.

14. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le Métier de sociologue*, Paris, Mouton et Bordas, 1968, 431 p.

15. On me pardonnera ce bref moment de positivisme, qui me fait reprendre à mon compte, comme bien d'autres sociologues, un aspect de la hiérarchie des disciplines scientifiques que proposait Auguste Comte.

non, il s'agira pour la démarche critique d'*élucider* critiquement l'auto-crédation du social-historique, dans le but de concourir à l'émancipation de l'homme, c'est-à-dire à son auto-devenir continu et ce, malgré que, comme le dit Marx, l'histoire semble développer surtout le mauvais côté des choses¹⁶.

Quoique Rioux prenne grand soin de définir la dernière de ces démarches comme complémentaire des deux premières, il est clair en même temps qu'il l'oppose à celles-ci, lui assigne un travail dont les autres sont incapables. La sociologie critique, en effet, dépasse l'institué, voire même la signification déjà énoncée sinon encore révélée, pour s'intéresser au sens en train de se définir.

Qu'il y ait lieu, pour la sociologie, de se pencher sur l'émergent ou de se donner des méthodes pour appréhender le sens, j'en suis. Mais qu'il faille cantonner l'approche scientifique dans les limites de ce qui fonctionne, de ce qui change peu ou prou, de ce qui est de l'ordre des automatismes plutôt que de celui des significations, je ne le crois pas. Car toute la mouvance du social, si elle se fonde sur un ou des imaginaires et si elle s'exprime dans les significations, se manifeste aussi dans la diversité des récurrences et liaisons, et surtout dans les ruptures de celles-ci, que permettent de saisir les instruments de mesure scientifiques s'ils sont employés dans une perspective théorique adéquate.

Cette perspective doit, c'est l'évidence, avoir à son principe l'histoire et, plus spécifiquement encore, la dialectique, dont la sociologie critique n'a pas plus le monopole que la sociologie chiffrée n'a celui de la rigueur. En d'autres termes on peut, selon moi, à la fois utiliser les principes épistémologiques énoncés dans les pages précédentes et échapper à la mécanique de la relation de cause à effet. Pour cela, il faut concevoir cette dernière comme un moment seulement des rapports entre des termes qui sont aussi en tension dans une totalité, cette fonction-contradiction faisant éclater toutes les synthèses provisoires, tout en modulant leur perpétuelle reconstitution.

Je fournirai plus loin quelques exemples d'analyses des inégalités sociales qui, tout en se fondant sur l'interprétation de régularités statistiques, permettent de saisir des évolutions historiques, et même des retournements dialectiques, où l'accumulation de changements quantitatifs débouche abruptement sur un changement qualitatif. Je voudrais pour le moment marquer mon désaccord avec Rioux sur un autre point : l'emploi, à mon avis abusif, du qualificatif positif comme accompagnement obligé du mot science¹⁷. Sans aller jusqu'à évoquer Auguste Comte ou l'ingénierie sociale, il donne de cette notion une définition très classique :

Le point de vue dit positif prend pour acquis que les phénomènes sociaux peuvent être étudiés comme les phénomènes dits naturels et que la démarche scientifique qui a réussi à décrire la nature peut s'engager dans l'étude de la réalité sociale avec les mêmes chances de succès [...] on essaiera d'éliminer les jugements de valeur pour n'analyser que les « faits » et montrer comment ils sont déterminés les uns par les autres¹⁸.

Marcel Rioux est, bien sûr, à mille lieux d'une telle vision des choses. Et pourtant, il agit en quelque sorte comme un allié objectif des positivistes décriés quand il leur abandonne la démarche scientifique. Parler, comme il le fait, de description du social par la mise en relief de récurrences et de liaisons, c'est en effet, paradoxalement, avaliser le mythe positiviste selon lequel le chiffre s'impose en tant que connaissance à l'esprit dénué d'*a priori*, de jugements de valeur. C'est sembler croire à une description sans point de vue, a- théorique.

16. Marcel Rioux, *Essai de sociologie critique*, Montréal, Hurtubise-HMH, « Cahiers du Québec », 1978, p. 12 et 13.

17. Il est vrai que Rioux parle aussi des sciences herméneutiques. Mais ce pluriel est déjà plus évusif que le singulier de la science positive. À tout événement ce qui compte surtout, nonobstant le statut épistémologique de l'herméneutique, c'est que jamais les concepts de science et de critique ne se trouvent ici conjugués.

18. Marcel Rioux, *op. cit.*, p. 9-10. Cette définition reprend les principaux éléments de celle que fournit André Lalande dans son *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, P.U.F., 9^e éd., 1962, p. 792-793.

Il est vrai que beaucoup de représentations quantitatives du social se donnent ainsi comme « objectives ». Mais il suffit de prendre connaissance des débats dans un champ de connaissances sociologiques pour constater que ces prétentions sont tôt ou tard dénoncées, leurs prémisses implicites mises à nu, leurs conséquences repoussées. C'est ce patient travail de mise en perspective théorique qui ne doit pas être ignoré au nom de ce qu'il se fait, même en sociologie, sur un mode scientifique.

VARIABLES ET STRUCTURE SOCIALE

Si chez Marcel Rioux l'interpellation du positivisme a pour but de dégager un espace de travail et d'étude pour l'imaginaire, elle prend chez Daniel Bertaux un sens très différent, voire opposé : l'erreur fondamentale de méthode du positivisme, c'est d'imposer le langage des *variables*, qui rend impossible l'étude des structures et des déterminations, bref la réalisation de l'idée matérialiste¹⁹.

Précisons, avant d'aller plus loin, cette notion de variable. Le travail scientifique ne se réduit pas à l'usage des mathématiques et il ne faut pas se priver, surtout en sociologie, d'étudier un objet qui ne se prête pas à une telle codification. Quand elle est possible, par ailleurs, cette formalisation présente plusieurs avantages, notamment des possibilités de manipulation systématique qui vont bien au-delà de celles des langues naturelles (ce que celles-ci peuvent compenser par leur pouvoir évocateur supérieur). De plus, l'usage des mathématiques (et de l'informatique) oblige à un fort degré de spécification des concepts, ce qui, étant donné les principes épistémologiques dont nous avons discuté précédemment, constitue un net avantage.

S'il n'y a pas équivalence entre science et mathématiques, il n'y en a pas non plus entre celles-ci et la quantification, c'est-à-dire l'usage de variables. Ces dernières ne sont en effet qu'une façon d'utiliser la logique mathématique : on quantifie quand on mesure, quand on établit une correspondance entre des objets d'étude et le système des nombres, étant entendu que les diverses propriétés de ce système sont censées correspondre aux relations entre les objets. En d'autres termes, quantifier, c'est attribuer aux objets une position selon le degré auquel ils possèdent une propriété donnée. Quand la mesure établit des distances entre ces objets ou du moins les ordonne, cette notion de degré de possession d'une propriété est nette. Quand au contraire la mesure se limite à reconnaître des *différences* entre des catégories d'objets sans leur attribuer une position sur une dimension unique, on peut plus difficilement parler de quantification. Certains modèles construits selon ce principe, comme les matrices de mobilité, peuvent en un certain sens être dits qualitatifs, tout en utilisant les mathématiques ; ils représentent une approche analytique fondamentalement irréductible à la véritable approche quantitative, utilisant des variables ordonnées et continues.

Quelles œillères l'usage de variables impose-t-il, selon Bertaux, à l'analyse de la mobilité sociale ?

Tout cet édifice (néo-positiviste) repose, au fond, sur un postulat : à savoir, que « la société est composée d'individus ». Ce que l'on cherche, en effet, c'est à mettre en évidence des « lois » conçues comme *relations statistiques* entre des propriétés observables au niveau *individuel*. [...] Dans la mesure où il existerait un niveau *structurel* sous-jacent aux processus sociaux et historiques, cette approche en tous cas ne permettrait pas de le saisir directement ; elle n'en percevrait que les échos affaiblis au niveau des individus²⁰.

Précisons tout de suite que *toutes* les méthodologies ne perçoivent que des échos, des traces des processus qu'elles veulent appréhender. Les matériaux historiques ou les interviews en profondeur ne permettent pas plus que les statistiques la saisie directe des

19. Voir Bertaux, « Pour sortir de l'ornière néo-positiviste », *Sociologie et sociétés*, vol. 8, n° 2, octobre 1976, p. 119-122.

20. *Ibid.*, p. 119-120.

processus, et ceux-ci, en tant qu'explications sociologiques, sont toujours inférés à partir des observations, quelle que soit la nature de ces dernières. Il serait donc mal à propos de porter un jugement général sur la qualité des variables comme matériel sociologique ; il faut plutôt voir si elles peuvent contribuer à un travail d'explication dans le champ de la stratification et de la mobilité sociales. Nous quittons donc ici la réflexion épistémologique générale pour aborder plus directement un champ d'application privilégié des modèles mathématiques en sociologie.

Quel est donc le phénomène à expliquer ? Il s'agit du processus de distribution des êtres humains dans les places de production. On retrouve dans ce processus, selon Bertaux, quatre catégories principales d'acteurs : des propriétaires de gros capitaux ou de petits capitaux, des agents d'encadrement, et des ouvriers. Chacun de ces groupes transmet à ses enfants son propre statut social, ce qui se fait différemment selon les cas : les deux premiers lèguent du capital, les agents d'encadrement utilisent l'école, et la transmission est négative chez les ouvriers, puisque l'absence de capital et de diplôme oblige à garder statut de prolétaire. L'approche est structurelle en ce que ces processus distincts sont reliés : l'héritage, par exemple, ne fait pas que confirmer les enfants de capitalistes dans la position de capitalistes, il oblige également les enfants de ceux qui n'ont pas de capital à continuer à travailler pour les autres.

Dans ce contexte, la critique de l'approche par variables devient plus précise :

Distinguer ces processus qualitativement différents, les analyser chacun tel qu'en lui-même il se développe, mettre en évidence les rapports sociaux, évidemment complètement différents, qui gouvernent les uns et les autres, c'est commencer à faire de la sociologie *concrète*. Au contraire aplatir toutes les différences sur ce lit de Procuste qu'est l'idée de « variable », c'est choisir de tourner le dos à l'étude attentive, concrète, des processus réels. La forme qui en résulte, relation mathématisable entre variables « universelles » (universelles parce qu'elles se mesurent sur tout individu) n'a de scientifique que l'apparence ; la forme est creuse, le contenu en est absent²¹.

Ces formulations sont très séduisantes. Malheureusement, elles doivent largement cet attrait à leur caractère approximatif. Ni la transmission du statut social d'une génération à l'autre, ni son analyse au moyen de variables ne sont aussi simples que Bertaux le dit.

Penchons-nous d'abord sur l'image qui nous est proposée de la transmission du statut social. Elle nous est peinte, comme nous l'avons vu, au moyen d'un système à quatre catégories. Quel est le fondement de ce découpage ? La question est importante car, comme le rappelle Bertaux lui-même, on peut faire disparaître ou apparaître quasiment à volonté une quantité quelconque de mobilité sociale dans un tableau croisant la profession des parents et des enfants : plus les catégories socio-professionnelles sont détaillées, moindre est la proportion des effectifs sur la diagonale, c'est-à-dire immobile. En d'autres termes, il n'y a de sens à mesurer la quantité de mobilité inter-générationnelle qu'entre des catégories fortement campées théoriquement, selon leur accès ou non aux divers types de ressources qui confèrent un avantage dans les rapports de production (le capital sous toutes ses formes et l'éducation) ; faute de cette précaution, l'analyse devient circulaire, car les conclusions souhaitées sont en mesure de dicter la prémisse que constitue le découpage des catégories.

Peut-on, en conséquence, considérer ce découpage comme établi dans l'analyse de Bertaux ? Justement pas, car il ne résiste pas au constat d'une forte mobilité entre catégories au fil des générations. Comme le nombre de petits propriétaires diminue fortement, alors que s'accroît celui des agents d'encadrement de tous niveaux, les enfants de chaque catégorie ne peuvent tous conserver la position de leurs parents, de sorte qu'on assiste à un brassage important des populations (sans compter l'abandon

21. *Ibid.*, p. 125.

massif des professions agricoles). Comment Bertaux peut-il conserver quand même, dans ces circonstances, l'idée qu'il n'y a pas de vraie mobilité, que chaque classe recrute ses agents chez les enfants de ses agents? En redécoupant et en recombinaut les catégories initiales de façon à montrer qu'il n'y a que de fausses sorties : si, par exemple, des enfants de la classe ouvrière quittent celle-ci, ce n'est que pour accéder au nouveau prolétariat des bureaux ou à des postes de sous-chefs, rarement pour atteindre le niveau de la bourgeoisie au sens large, jamais celui des grandes dynasties du capital. Bertaux en arrive ainsi, de proche en proche, à reconstituer quelque chose qui ressemble à la table de mobilité assez détaillée (d'une dizaine à une vingtaine de catégories) rejetée initialement (pour peu bien sûr que celle-ci soit construite d'un point de vue adéquat théoriquement, c'est-à-dire en tenant compte des critères de position de classe utilisés ici).

Mais est-ce que toute la querelle se réduit à une question de nombre de catégories? Non pas, car ici se joue le sort de deux démarches opposées, l'analyse des sous-populations que propose Bertaux et l'analyse d'un système au moyen de variables.

ANALYSE DE SOUS-POPULATIONS ET ANALYSE DE SYSTÈME

S'il est possible de délimiter des sous-populations qui se reproduisent au fil des générations, demeurent distinctes, et utilisent uniquement, pour transmettre leur statut social, des canaux qui leur sont propres, on peut se livrer à une description *séparée* de chacune de ces sous-populations et de chacun de ces canaux; l'analyse de la structure que forment ces catégories sociales est simplifiée du fait qu'il s'agit uniquement de voir quels rapports entretiennent entre eux ces canaux distincts et propres (ainsi, le grand capital domine le petit, et il peut s'adjoindre, dans sa domination du prolétariat, les cadres que fournit l'école).

Si au contraire, de façon systématique, il y a mobilité entre catégories sociales, serait-ce largement sous l'influence des changements historiques dans la distribution des emplois, si les divers canaux donnant accès aux statuts sociaux sont accessibles (bien sûr dans des proportions fort diverses) aux enfants des différentes classes sociales, si la reproduction ne se fait pas du même au même, mais consiste plutôt dans la transmission, la reconversion des privilèges au milieu de circonstances changeantes, alors on ne peut plus séparer, c'est un système social au complet qu'il faut d'entrée de jeu prendre en considération. Pour ce faire, il faut examiner simultanément l'influence, pour chacune des sous-populations, des divers facteurs en présence.

Ceci ne conduit pas nécessairement à une approche utilisant des variables, en tout cas pas des variables dont on se limiterait à calculer l'effet «moyen» sur d'autres variables pour l'ensemble des individus. Tout d'abord, l'étude des relations entre variables ne mesure que très imparfaitement les effets structurels liés à la transformation de la distribution des emplois. Pawson²² a montré que ces distributions, et en particulier les désajustements entre elles, imposent des maximums aux mesures de corrélation, sans qu'il soit possible de distinguer dans ces mesures ce qui est dû à l'association entre variables d'une part et à ces désajustements de l'autre. Ainsi, la corrélation entre le niveau d'éducation et le statut professionnel mesure non seulement la propension à ce que l'accès des individus aux emplois soit régi par la durée des études, mais aussi la capacité de ce système d'emplois à absorber l'ensemble des diplômés. Une telle mesure ne prend donc pas spontanément un sens clair hors du contexte d'où elle est issue, et des comparaisons ne sont possibles qu'au prix d'une standardisation des effets structurels d'un contexte à l'autre. Cette standardisation s'opère au mieux non pas dans l'analyse multivariée, mais dans une approche plus structurelle au moyen de matrices de mobilité²³.

22. Ray Pawson, «Empiricist Explanatory Strategies: the Case of Causal Modelling», *The Sociological Review*, 26, 3, août 1978, p. 613-645.

23. Il s'agit des méthodes d'analyse nominale hiérarchique mises au point depuis une dizaine d'années par Leo Goodman.

À tout événement, la prise en compte d'effets structurels ne peut se faire que dans le cadre de modèles qui embrassent l'ensemble du marché du travail, et l'analyse successive de sous-populations séparées ne permet jamais de déterminer avec précision le poids de divers facteurs dans ce qui arrive à chacune d'entre elles²⁴. J'irais même jusqu'à dire que revenir à de telles analyses disjointes, c'est tourner le dos à l'une des découvertes les plus importantes dans ce champ de travail au cours des récentes années, découverte qui a été faite au moment où se posait le problème de la prise en considération des femmes dans les études de mobilité : on s'est rendu compte qu'ignorer les femmes, c'était non seulement négliger une partie importante de la réalité, mais aussi biaiser l'analyse du reste de cette réalité. En effet, les carrières des hommes, et en particulier la mobilité ascendante que connaissent nombre d'entre eux entre le début et le milieu de leur vie active, dépendent étroitement du fait que les femmes occupent des emplois subalternes et ne connaissent pas fréquemment, en particulier à cause de leurs interruptions de carrière, une mobilité similaire²⁵.

Cela montre que tous les segments de la population active, voire même ceux qui pourraient travailler mais sont exclus du marché du travail, doivent être compris dans l'analyse. Une enquête auprès de chacun d'entre eux pris séparément peut permettre de découvrir, par une écoute attentive, des mécanismes sociaux auxquels le sociologue n'aurait pas spontanément pensé. Mais on ne peut d'aucune façon postuler que les sujets impliqués sont conscients de l'ensemble des déterminants de leur situation et surtout du poids relatif de ceux-ci. C'est au sociologue qu'il appartient de faire cette analyse, de produire des modèles qui représentent adéquatement les mécanismes en cause et l'interaction des sous-populations dans la distribution des agents dans les places²⁶. Il ne s'agit pas pour autant de poser *a priori* ce sociologue dans une position d'objectivité, mais de l'engager à produire de telles synthèses au moyen de règles explicites et donc critiquables scientifiquement.

Daniel Bertaux semble, à certains moments, reconnaître la nécessité de ce travail :

[...] les tâches de la sociologie en seraient transformées. À celle de captation par l'enquête, de totalisation et d'expression concentrée des savoirs préexistants s'ajouterait celle de réinsérer les processus sociaux locaux ainsi explicités au sein de l'ensemble global social-historique. Il est rare en effet que l'expérience humaine dépasse les limites locales²⁷.

On s'étonne d'autant plus qu'il rejette sans discrimination tous les modèles par lesquels, au moyen de variables et de catégories décrivant l'ensemble des travailleurs, les sociologues ont essayé, avant qu'il n'écrive mais aussi après, d'opérer cette réinsertion des pro-

24. Jean Renaud et moi-même avons adressé à Daniel Bertaux de multiples questions à ce sujet il y a quelques années, mais elles sont restées sans réponse. Voir à ce sujet le débat publié dans le volume 8, numéro 2, de *Sociologie et sociétés* : Paul Bernard et Jean Renaud, « Contre mobilité et effets différés : une réflexion sur la transmission des biens inclusifs et des biens exclusifs », p. 83 à 87; Daniel Bertaux, « Pour sortir de l'ornière néo-positiviste », p. 126 et 127; Paul Bernard et Jean Renaud, « Réponse », p. 138 et 139.

25. Cette idée ne m'est pas propre, mais j'en ai discuté dans : « Le travail et ceux qui le font : mécanismes et crises de la reproduction sociale », dans Colette Bernier et al. (édit.), *Travailler au Québec*, Actes du colloque de l'ACSALF, Montréal, Albert St-Martin, 1981, p. 219-235.

26. Ainsi, le progrès des francophones dans l'échelle des occupations au Québec a donné lieu, au cours des années 70, à une formidable illusion d'optique : l'écart entre les chances respectives des francophones et des non-francophones d'accéder aux positions supérieures est demeurée le même du début à la fin de la période, mais l'accroissement considérable du nombre des francophones sur le marché a conduit nombre de ceux-ci à occuper de telles positions supérieures. Il en est résulté l'impression, largement répandue, d'un progrès considérable, alors qu'au contraire le rattrapage relatif était virtuellement nul, et le progrès ultérieur des francophones gravement compromis par l'arrêt de la croissance démographique de même que de la croissance économique. L'expérience subjective des francophones s'attachait aux nombres *bruts*, et il fallait une analyse quantitative d'ensemble pour mettre en évidence des tendances *nettes* qui n'allaient pas dans le même sens. Voir Paul Bernard, Andrée Demers, Diane Grenier et Jean Renaud, *Évolution de la situation socio-économique des francophones et des non-francophones au Québec, 1970-1978*, Québec, Éditeur officiel, « Langues et sociétés », p. 127-141.

27. Daniel Bertaux, « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers internationaux de sociologie*, LXIX, 1980, p. 221.

cessus locaux et des sous-populations dans un ensemble social-historique. Faudra-t-il attendre de tout savoir sur les boulangers (terrain auquel Bertaux a consacré plusieurs travaux), puis sur les typographes, les sténographes, les géographes, et ainsi de suite, avant de se demander, autrement qu'au seul niveau de la *théorie* des classes, comment tous ces gens s'insèrent dans un même marché du travail, vieillissent avec lui et passent la balle aux générations suivantes ?

Pour mener à bien, empiriquement aussi bien que théoriquement, l'entreprise de réinsertion et de synthèse dont il est question, nous ne sommes pas par ailleurs condamnés à l'usage stupide de variables et de coefficients qui prétendraient résumer d'un seul coup la situation d'ensemble, la situation moyenne, la situation « normale », trans-historique des travailleurs et de leur distribution dans les positions de la production. D'une part on tend à utiliser de moins en moins, dans le champ de la stratification et de la mobilité sociales, l'enquête transversale traditionnelle, et à lui substituer des histoires de vie systématiques, c'est-à-dire recueillant des matériaux sur l'ensemble de la vie professionnelle et para-professionnelle d'un échantillon représentatif des travailleurs. Cela permet une approche longitudinale, où à l'aide de pseudo-cohortes et de comparaisons « à âge constant », on tente d'isoler les effets du cycle de vie des individus de ceux des changements sociaux diachroniques, pour mieux voir comment se compénètrent, selon l'expression de C. Wright Mills, biographie et histoire²⁸.

D'autre part, les recherches se tournent, surtout depuis dix ans, vers le découpage du marché du travail en segments, et celui des travailleurs en grandes catégories de classe, de sexe, d'ethnie, d'âge. Ces sous-ensembles étant exhaustifs et mutuellement exclusifs, il devient possible à la fois de décrire la situation et les processus propres à chacun et de rendre compte des interactions entre ces composantes. Sur cette question comme en ce qui concerne l'approche longitudinale, je fournirai sous peu quelques exemples.

Quelques remarques seulement, avant de passer à l'examen de ce matériel concret. Daniel Bertaux fait grand cas de ce que son approche biographique permet de mêler avec souplesse la phase de cueillette de matériel et celle de l'analyse. Le questionnement avec lequel le chercheur pénètre d'abord un milieu est transformé au fur et à mesure qu'il apprend des choses nouvelles, c'est-à-dire qu'il poursuit son analyse. Le processus s'arrête quand il y a *saturation*, c'est-à-dire quand, après un certain nombre d'entretiens, le chercheur a l'impression de ne plus rien apprendre de nouveau, du moins en ce qui concerne l'objet sociologique de l'enquête²⁹. Outre que ce processus de saturation risque de correspondre à des critères assez subjectifs, il n'a pas que des avantages ; comme le savent bien ceux qui ont fait des enquêtes répétées auprès des mêmes individus (panels), le perfectionnement des questions en cours de route permet de mieux rejoindre la réalité, mais il se paye en termes de comparabilité. Rien ne garantit que l'application du schéma final d'entrevue aux premières personnes rencontrées n'aurait pas permis de recueillir une information différente, information que la méthode de saturation conduit à négliger.

Ceci suppose, bien entendu, qu'il pourrait y avoir des différences entre les premiers et les derniers informateurs. De fait, la saturation n'a de sens, selon Bertaux que si le chercheur a tenté de diversifier ceux-ci au maximum³⁰. Paradoxalement, on se retrouve ici en plein univers de variables : pour s'assurer qu'il ne s'est pas confiné à un petit coin seulement de l'univers qu'il veut explorer, le chercheur doit situer le terrain qu'il a couvert dans l'espace des attributs susceptibles de déterminer ses résultats. S'il a interviewé des boulangers des villes, il devra chercher ceux des campagnes ; de même pour les grands et les petits, ceux qui vendent dans les beaux quartiers et les autres,

28. Voir C. Wright Mills, *l'Imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1977, chap. 1.

29. Daniel Bertaux, « L'approche biographique », *op. cit.*, p. 205.

30. *Ibid.*, p. 207.

et ainsi de suite. N'abandonne pas les variables qui veul, car elles sont la forme même que prennent la plupart de nos concepts.

Si l'on considère malgré tout la souplesse comme une qualité d'une approche de recherche, comment peut-on évaluer à cet égard la méthodologie qui utilise des variables ? Il est vrai que la mise en œuvre de la cueillette des informations exige, dans ce cas, qu'on fixe une bonne fois le protocole de l'entrevue, car des informations homogènes sont requises. Mais la souplesse demeure possible. D'une part, elle se manifeste dans l'analyse et l'interprétation, qui peuvent prendre plusieurs formes, comme on le verra ci-dessous. La standardisation des informations permet même dans bien des cas de faire des analyses secondaires, de vérifier des hypothèses qui n'avaient pas été initialement été explicitées, alors que le processus de saturation est beaucoup plus indissociable du chercheur original. D'autre part, il est évident que les questionnements dans le champ de la stratification et de la mobilité sociales se sont transformés depuis trente ans, entraînant des changements dans les instruments de recherche. La souplesse n'est pas nécessairement absente d'une méthodologie qui ne peut transformer son matériel de base du jour au lendemain, mais qui le fait plutôt d'un sondage à l'autre.

RÈGLES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Les réflexions dont j'ai fait part ici ont permis de dégager des règles épistémologiques dont j'essaierai de montrer le fonctionnement dans les quelques exemples qui suivent. Certaines de ces règles sont très générales et s'appliquent à toute connaissance scientifique : cette connaissance est critique, c'est-à-dire qu'elle se situe dans un champ théorique où une proposition nouvelle ne peut s'imposer qu'en apportant un surcroît de contenu empirique par rapport aux propositions les plus sérieuses déjà présentes. D'autres règles sont propres aux sciences humaines ; elles affirment l'historicité des phénomènes étudiés, et en particulier leur caractère dialectique, c'est-à-dire la nature provisoire des synthèses historiques de processus intrinsèquement contradictoires. D'autres règles, enfin, visent plus spécifiquement l'objet concret de mon argument : la saisie de la stratification et de la mobilité sociale est possible au moyen de chiffres et de variables, à conditions que ces instruments respectent d'une part la diversité des processus, mais d'autre part replacent ceux-ci dans le cadre d'un système qui permet de départager diverses influences.

Pour analyser ce champ spécifique de connaissances en regard des règles épistémologiques mentionnées, l'idéal serait de passer en revue l'ensemble des modèles qui y ont été utilisés en trente ans de recherche systématique. On y découvrirait de fait une activité critique intense, chacun des modèles ayant donné lieu à de multiples discussions sur ses biais et présupposés, sur ce qu'il permet de mettre en relief et ce qu'il choisit ou se voit forcé de négliger. L'abandon quasi total des matrices de mobilité durant les années 60 au profit des méthodes de régression, puis le retour récent à ces matrices et les tentatives de synthèse que constituent l'analyse nominale hiérarchique, l'analyse de covariance ou la modélisation de Raymond Boudon³¹ fourniraient un matériel du plus haut intérêt. Mais l'espace disponible ici ne permet même pas d'amorcer une telle discussion, car c'est un livre entier qui serait nécessaire.

J'ai donc choisi une autre voie : je présenterai deux recherches réalisées dans le cadre du groupe de travail que je dirige depuis quelques années avec Jean Renaud. Il est toujours commode de reprendre des analyses que l'on connaît pour y avoir collaboré. On a aussi de meilleures chances qu'elles satisfassent aux règles épistémologiques qu'on s'est soi-même données. Ceci dit, les approches que nous présenterons ne nous sont pas propres, et si les résultats sont originaux, les moyens d'y parvenir font partie de l'arsenal courant des méthodes quantitatives. On pourra donc juger à la fois de l'utilité de

31. Raymond Boudon, *l'Inégalité des chances*, Paris, Armand Colin, 1973.

ces méthodes générales et du progrès des connaissances théoriques sur la stratification et la mobilité sociales que leur usage a permis.

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'INÉGALITÉ

En nous fondant sur les distributions de l'éducation, des emplois et du revenu, Jean Renaud et moi-même avons proposé une périodisation de l'histoire récente du Québec³². On trouve à la phase I, durant les années 40 et 50, une société asymétrique. Les distributions d'éducation, de statut professionnel et de revenu présentent dans l'ensemble un profil similaire : la plupart des travailleurs sont peu scolarisés, occupent des emplois de cols bleus, souvent peu qualifiés, gagnent peu ; à cette large masse s'opposent de rares privilégiés au sommet de ces diverses échelles ; entre ces deux extrêmes, relative absence de couches moyennes.

La phase II, qui s'ouvre avec les années 60, se caractérise par le partage des surplus. À la faveur d'une croissance des économies capitalistes, la main-d'œuvre se diversifie dans ses caractéristiques d'éducation, d'emploi et de revenu. Se développent alors d'importantes couches moyennes, allant des travailleurs très qualifiés aux techniciens et semi-professionnels en passant par les diverses catégories de cols blancs.

La phase III se caractérise par une redistribution à somme nulle. Cette situation est nouvelle sur le marché du travail, mais on pouvait en percevoir les signes avant-coureurs depuis le milieu de la décennie 70. La croissance n'est pas absente, mais elle est limitée. Dans ces circonstances, il ne s'agit plus de partager des surplus, mais de réallouer l'acquis : jeu à somme nulle, où ce que les uns s'approprient, d'autres doivent le perdre.

Que peut-on tirer de neuf de ce découpage en trois phases de l'histoire du Québec depuis la dernière guerre ? D'abord et avant tout une critique et un approfondissement de deux concepts importants utilisés pour analyser notre société, ceux d'inégalité et de crise. On peut d'abord se demander si, au fil des années 60, le Québec a accompli le rattrapage auquel l'appelaient certains adeptes d'une politique fonctionnelle. S'est-il rapproché de cette société de classes moyennes qu'on nous disait exister ailleurs, classes en marge desquelles ne subsisteraient que quelques riches et quelques laissés-pour-compte du progrès ? Ou au contraire, ces années sont-elles celles de la désillusion tranquille, où aucune avancée sérieuse n'aurait été accomplie sur le front de l'égalité³³ ?

Une analyse poussée des faits révèle que ces deux images sont fausses (pour le Québec et probablement aussi pour les sociétés environnantes). Le surplus de revenu réel est utilisé à la fois pour faire décroître la proportion des travailleurs se situant dans les catégories inférieures de gains et pour *accroître* l'écart des revenus. En d'autres termes, presque tout le monde améliore sa position, mais la différenciation socio-économique est *plus* marquée en fin qu'au début de période. L'appartenance aux classes moyennes devient moins le lot commun que le point de référence quasi universel.

Cette image se confirme quand on se tourne vers des résultats similaires, mais d'une toute autre origine. Les chances d'accès des travailleurs aux positions non-manuelles, et en particulier à celles de l'administration et des professions, s'accroissent notablement depuis les années 50 jusqu'aux années 70. Mais les individus participent

32. Le travail sur cette question a été amorcé dans : Jean Renaud, Monique Berthiaume et Paul Bernard, « Qualifications professionnelles et carrières : l'évolution du Québec des années trente à nos jours », dans Colette Bernier et al. (édit.), *Travailler au Québec*, Colloque de l'ACSALF 1980, Montréal, éd. Albert St-Martin, 1981, p. 75-100. Il s'est poursuivi dans ma communication « Alliances de classes et mésalliances conceptuelles : de la classe ethnique à la bourgeoisie de l'État québécois », colloque *Continuités et ruptures dans les sciences sociales au Québec, 1935-1985*, de la Société royale du Canada, Mont-Gabriel, octobre 1981 (à paraître). Enfin, Jean Renaud et moi l'avons repris de façon plus synthétique dans « Les nouveaux visages de l'inégalité », *le Devoir*, Cahier spécial, « Québec, aujourd'hui », 4 février 1982, p. 18.

33. C'est ce que soutient Dorval Brunelle dans *la Désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise H.M.H., 1978.

plus ou moins à cette mobilité selon leur origine sociale. En fait, tous voient leurs chances de mobilité s'accroître, mais cette augmentation est beaucoup plus sensible chez ceux qui étaient déjà avantagés par leur origine. On a donc ici aussi le paradoxe d'une inégalité plus marquée au milieu d'une abondance qui s'affirme. Il est clair que cette situation a favorisé une profonde ambiguïté dans les alliances de classe et les idéologies de cette période.

Quant à la notion de crise, elle ne s'est imposée que graduellement dans les analyses, ce qui est paradoxal étant donné la connotation de soudaineté qu'elle comporte en principe. À cela deux raisons, l'une théorique, l'autre tenant à la nature des faits. D'abord les commentateurs ont accepté et les sociologues ont laissé s'imposer une vision économique, voire économiste, de la crise. Celle-ci aurait tenu à l'inévitabilité des cycles économiques, aux à-coups de la conjoncture, aux coups de force des pétroliers, aux coups de folie des technocrates, et même aux mauvais coups des syndiqués du secteur public. Les chiffres nous renverraient surtout l'image de nos abus, plutôt que celle des contradictions dans les rapports sociaux. Étant donné cette notion de la crise, celle-ci n'est plus une situation dans laquelle on entre, mais une quantité qui connaît des hauts et des bas, qui est un peu plus ou un peu moins grave aujourd'hui qu'hier, selon l'évolution des taux d'escompte, d'inflation ou de chômage, et surtout selon que c'est le gouvernement ou sa loyale opposition qui commente.

Mais on peut au contraire chercher à lire dans les chiffres des contradictions, des cassures, des hiatus, une crise qui n'est pas simplement économique. Une société est en crise quand ses façons de faire habituelles sont incompatibles avec de nouvelles circonstances, économiques, démographiques ou autres; quand le « contrat social » jusqu'alors prévalant ne peut plus être tenu; quand se transforment et se bloquent les rapports usuels entre ses composantes : puissances économiques, classes moyennes, travailleurs, syndiqués ou inorganisés, secteurs public et privé, élites traditionnelles et nouvelles, groupes sexuels ou ethniques, etc.; quand les règles qui président à la distribution du revenu subissent les contrecoups de transformations fondamentales dans la façon dont la richesse est produite et contrôlée; quand les inégalités sociales s'accroissent ou se présentent sous de nouvelles formes; quand les mécanismes institués pour pallier les injustices sociales s'enrayent et quand les plans n'ont plus qu'un avenir incertain.

Si la véritable notion de crise a tardé à émerger parce qu'elle était occultée par une autre, il faut dire aussi que dans les faits cette crise est apparue graduellement. Ce ne sont pas toutes les catégories sociales qui ont été d'abord touchées. Par exemple, les jeunes et les femmes ont vu leur taux de chômage monter dès le début des années 70, alors qu'il faut parvenir à la fin de la décennie pour voir diminuer le nombre d'emplois et le revenu réel moyen. En ce moment, les contrecoups de la crise ne peuvent plus être absorbés par les seuls groupes « minoritaires » (jeunes, femmes, travailleurs non-syndiqués, surnuméraires, etc.) dont même l'accès au marché du travail est mis en cause; ils atteignent, avec une sévérité plus ou moins grande selon les cas, tous les travailleurs. Cela se traduit par des mises-à-pied ou par du sous-emploi qualitatif (qualifications inemployées) ou quantitatif (temps partiel indésirable). Plus généralement encore, la rareté des emplois rend difficile qu'on en change, ce qui a de nombreuses conséquences : sans renouvellement de leur personnel, les institutions tendent à se bureaucratiser davantage. Les aspirations des travailleurs à une mobilité sociale, fût-elle limitée, au cours de leur vie active, sont compromises. La principale source du « rattrapage » des francophones sur le marché du travail est tarie.

Ce premier exemple de nos recherches met donc en relief un travail de critique des notions les plus courantes d'inégalité et de crise. Il s'agit bien entendu d'un travail théorique, mais dont l'ancrage est empirique, plus encore, quantitatif. On notera par ailleurs qu'il tire sa force de son caractère historique. Tel est le cas également du deuxième exemple, où en outre la dialectique fera son entrée en tant que telle.

L'INFLATION DE L'ÉDUCATION

En deux mots, l'inflation de l'éducation signifie que celle-ci détermine de plus en plus étroitement la carrière professionnelle, en même temps que ce que rapporte un niveau donné d'éducation, en termes de revenu d'emploi par exemple, tend à diminuer au fil du temps. Tous doivent donc courir de plus en plus vite pour demeurer sur place. L'analogie est claire avec une économie où l'indice des prix est toujours en hausse et où la monétarisation quasi universelle ne laisse pratiquement aucune place à ceux qui voudraient échapper par l'autosuffisance à ce cycle infernal.

André Allaire, Jean Renaud et moi-même avons étudié ce phénomène à travers les diverses phases de la conjoncture au Québec depuis plus de cinquante ans³⁴. Pour cela, nous avons comparé des pseudo-cohortes de travailleurs quant à la relation entre leur niveau d'éducation et le revenu obtenu au premier emploi³⁵. Nos résultats peuvent se résumer en trois propositions. En premier lieu, l'intensité de la relation entre éducation et revenu (mesurée par le coefficient de détermination) s'accroît de 0 à 25% de variance expliquée, l'accentuation se faisant particulièrement sensible à partir des années 60. Auparavant, l'éducation était certes un canal d'accès privilégié aux hauts revenus, mais ceux-ci étaient tellement rares — il s'agissait d'une société asymétrique — que cette variable rendait peu compte des gains de la plupart des travailleurs. Depuis lors, au contraire, c'est la distribution de l'ensemble de la main-d'œuvre dans les emplois qui est régie par cette variable.

En deuxième lieu, la relation entre éducation et revenu n'est pas linéaire, comme pourraient le laisser croire les versions les plus grossières des théories du capital humain; l'accroissement de revenu n'est pas toujours proportionnel, tant s'en faut, à l'augmentation du nombre d'années de scolarité. On note au contraire que la relation est faible aux niveaux des études primaires et secondaires, qu'elle s'accroît au niveau collégial et encore plus au niveau universitaire. L'éducation reçue à ces premiers niveaux contribue-t-elle moins à la productivité du travailleur que celle que dispensent les niveaux supérieurs? Bien malin qui pourrait l'affirmer, dans une société où tout l'appareil de production prend pour acquis les connaissances de base dispensées par la « petite école », où la force de travail ne peut être mise en œuvre que si elle est familiarisée avec les complexités du temps comptable, du réseau de transport en commun, de l'encodage informatique ou dactylographique, des tableaux à double entrée que sont les factures et les registres, etc.

Ce qui est sûr, à tout événement c'est que les détenteurs d'une éducation avancée jouissent d'une rémunération disproportionnée. Tout se passe comme si nous vivions dans une société de certification, une « *credential society* »³⁶, où ce qui compte c'est d'échapper à l'univers des non-instruits³⁷. On peut penser, en tout cas, que l'éducation doit moins son effet à ce qu'elle est une ressource qu'à ce qu'elle définit des monopoles.

En troisième lieu, la conjoncture a des effets importants sur la relation entre éducation et revenu. La chose est évidemment plus marquée dans les deux dernières décennies, puisque c'est là que la scolarisation acquiert son importance la plus grande sur le marché du travail. Durant les années 60, les nouveaux travailleurs diplômés du post-secondaire sont plus rares qu'ils ne le seront durant les années 70, et par conséquent plus avantagés. Parallèlement, la conjoncture économique est globalement favo-

34. « Qui s'instruit s'enrichit? », *Possibles*, 3, printemps-été 1979, p. 13-33, et « Éducation et revenu en début de carrière : une relation inflationniste », *Recherches sociographiques*, 22, 2 (à paraître).

35. Comme nous l'avons mentionné précédemment, ces comparaisons à âge constant permettent de contrôler les effets du temps biographique et donc d'isoler l'influence du temps historique. En particulier dans le cas présent, les effets bien connus de l'expérience sur l'évolution du revenu sont éliminés par le fait de considérer le revenu au premier emploi.

36. Voir Randall Collins, *The Credential Society*, New York, Academic Press, 1979, 222 p., qui émet de forts doutes sur la fonctionnalité de l'éducation dans nos sociétés.

37. Pour reprendre un mot d'un ancien premier ministre du Québec!

rable durant la première période, et défavorable durant la seconde. Le secteur d'État québécois en particulier, qui accorde une large place aux crédits scolaires dans son recrutement, voit son personnel quadrupler de 1960 à 1975, alors que globalement la population active ne fait que doubler. Mais la croissance de la part de ce secteur dans l'ensemble de la main d'œuvre plafonne dès 1971, et les effectifs eux-mêmes atteignent un sommet au milieu de la décennie, pour décliner par la suite.

On peut certes fournir des explications économiques de ces phénomènes, évoquer cycles et chocs divers, parler productivité et part du secteur public dans le PNB. Il est vrai d'ailleurs que les sociétés capitalistes environnantes, bien plus que d'impérissables lois économiques, imposent des contraintes à cet égard. Mais on peut y voir aussi un retournement de situation qui exprime la dialectique des rapports de classes.

Les années 60 ont été favorables, comme nous l'avons vu précédemment, au redéploiement de ces rapports. L'accessibilité accrue à l'éducation, comme d'ailleurs à plusieurs autres services publics, a été le lieu d'une convergence provisoire d'intérêts entre des puissances économiques qui avaient besoin des fonctions de régulation de l'État³⁸, des nouvelles classes moyennes que l'absence de contrôle sur l'économie obligeaient à rechercher une mobilité collective dans l'appareil d'État³⁹, et même les groupes les mieux organisés de travailleurs, bénéficiaires de ces services aussi bien que des occasions plus nombreuses d'emploi et des garanties syndicales plus étendues.

Mais ces bénéfices plus largement répandus étaient en partie payés en monnaie de singe, ce qui devait donner lieu à l'éclatement de contradictions. Dans le cas de la croissance de l'État en général, on a atteint dès le milieu des années 70 une crise fiscale⁴⁰ qui va s'aggraver et qui a des répercussions sur l'ensemble du système de crédit. Dans le cas de l'éducation en particulier, c'est l'inflation dont nous avons parlé ci-haut qui traduit cette crise; elle dévalorise précisément, sur le marché du travail, les niveaux de scolarité qui sont massivement ouverts (le secondaire et le collégial), c'est-à-dire ceux qui promettaient une mobilité sociale aux individus dont l'origine sociale n'était pas très privilégiée.

Ce deuxième exemple de nos recherches repose donc tout comme le premier, dont il partage les hypothèses de nature historique, sur un travail de critique. Celui-ci porte sur les conceptions usuelles des rapports entre éducation et bénéfices socio-professionnels, et en particulier sur la notion de « capital humain »; il restitue au slogan « qui s'instruit s'enrichit » son caractère spécifiquement historique, plutôt qu'universellement fonctionnel. La diversité des situations de classes par rapport à l'éducation est analysée de façon systématique, c'est-à-dire en prenant en compte l'ensemble des interactions entre ces classes, au milieu des contraintes définies par l'évolution de la distribution de l'éducation et des emplois. Enfin, cet exemple illustre un retournement dialectique, où l'équilibre établi dans un premier temps entre les intérêts opposés des classes est compromis, au moment où l'usage massif de l'éducation comme voie de promotion individuelle conduit à une inflation qui en annule largement les effets.

CONCLUSION

J'aimerais en terminant remonter d'un seul coup au niveau le plus général de la discussion et poser une question à propos de ma démarche. J'ai cité en exergue des propos fort proches des miens, que Marguerite Yourcenar met dans la bouche de Zénon, un alchimiste dont elle trace le portrait dans *l'Œuvre au noir*. Si ces problèmes épisté-

38. Voir James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St-Martin's Press, 1973.

39. Voir par exemple Hubert Guindon, « Social Unrest, Social Class, and Quebec's Bureaucratic Revolution », *Queen's Quarterly*, LXXI, été 1964, p. 150-162, et « La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien », *Recherches sociographiques*, XVIII, 3, 1977, p. 337-366. Voir aussi Marc Renaud, « Quebec New Middle Class in Search of a Local Hegemony: Causes and Political Consequences », *International Review of Community Development*, 39-40, été 1978, p. 1-36.

40. O'Connor, *op. cit.*

mologiques se posent avec la même acuité maintenant qu'au seizième siècle, quelle utilité ont mes propos? Ceux-ci reconforteront probablement plus qu'ils ne convaincront. Je voudrais tout de même dissiper un malentendu possible. On dira peut-être, au vu des exemples que j'ai apportés, que j'ai triché car il y a plus là que des chiffres, plus en tout cas que ce que les chiffres peuvent vraiment prouver.

J'en conviens, car l'opinion contraire confinerait mon travail à l'empirisme. Faut-il pour autant conclure qu'à ces chiffres je superpose, plus ou moins à mon gré, des interprétations? Sinon, quelle est la qualité épistémologique du lien qui s'établit entre ces deux composantes? Je ne veux pas reprendre ici tout ce qui a été dit auparavant; je me contenterai de l'exprimer d'une ultime façon. Produire de la connaissance scientifique, surtout si c'est du social, c'est trouver entre théorie et empirie un couplage qui donne sens à la seconde à travers la première, et un découplage qui permette à leurs incohérences de se manifester. Là-dessus, comme le dit Bachelard, «le réalisme et le rationalisme échangent sans fin leurs conseils⁴¹».

RÉSUMÉ

Faut-il abandonner les chiffres aux positivistes, au risque qu'ils convainquent de moins prévenus que nous? Ou à tout le moins, la formalisation mathématique ne peut-elle accomplir, en sociologie, qu'un travail de bas étage, une description que devraient transcender des approches se donnant soit comme qualitative, soit comme critique? Ces approches offrent-elles un supplément d'âme, en regard d'une quantification irrémédiablement vouée à l'empirisme? L'auteur répond par la négative à chacune de ces questions. Il propose pour la sociologie des principes épistémologiques qui en font une démarche scientifique *parce que* critique. Des résultats de recherche tirés du domaine de la stratification et de la mobilité sociales sont présentés à l'appui de cette vision du travail du sociologue.

SUMMARY

Must figures be left to positivists, even though they might convince users whose level of awareness would be lower than ours? Or at the least, can mathematical formalism only accomplish, in sociology, lesser jobs, descriptions which should be transcended by other approaches, self-defined as qualitative or as critical? Do these approaches offer a little "something extra", compared to a quantification irrevocably dedicated to empiricism? The author answers negatively to each of these questions. He proposes for sociology epistemological principles that make it an undertaking which is scientific *because* it is critical. Research results produced in the field of social stratification and mobility are presented as illustrations of this view of the sociologist's work.

RESUMEN

Debemos abandonar las cifras a los positivistas, corriendo el riesgo que las utilicen para convencer a personas menos prevenidas que nosotros? O por lo menos, la formalización matemática no podría cumplir, en la sociología, un trabajo de segunda clase, una descripción que tracienda los enfoques cualitativos o críticos? Son estos enfoques más sutiles con respecto a una cuantificación inmediata relacionada al empirismo? El autor responde negativamente a estas tres preguntas. Propone para la sociología principios epistemológicos que hacen de ella un razonamiento científico *porque* es crítico. Ciertos resultados de investigación elaborados en el campo de la estratificación y de la movilidad social son presentados para apoyar esta visión del trabajo del sociólogo.

41. Gaston Bachelard, *op. cit.*, p. 9.